

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative Bâtiment A  
Cité administrative Bâtiment A  
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 23/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Christian BOUTHIER**

Lieu-dit Cafourche  
24350 Bussac

Références : FF/Ubd 24-47/015/2026  
Code AIOT : 0100307165

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement Christian BOUTHIER implanté 921 route des Huppés parcelle 000/0C/0815 24350 Bussac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été diligentée dans la cadre de la transmission d'une plainte par les services de la Préfecture de DORDOGNE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Christian BOUTHIER
- 921 route des Huppés parcelle 000/0C/0815 24350 Bussac

- Code AIOT : 0100307165
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un terrain sur lequel a été déversé puis régalé une grande quantité de matériaux divers (gravats, déchets de chantiers, terre,...). L'absence de l'affichage réglementaire des documents d'urbanisme fait que ce terrain est susceptible de constituer une installation de stockage de déchets inertes classable sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2760 de la nomenclature ICPE.

#### Contexte de l'inspection :

- Plainte

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- ISDI

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La route est partiellement recouverte de boue et de matériaux, rendant la conduite dangereuse. Cette dégradation des conditions de circulation, potentiellement accidentogène, est susceptible de constituer une infraction réprimée par le Code de la Voirie Routière.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.511-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En l'absence de document d'urbanisme, cette installation constitue une ICPE exploitée illégalement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.511-1
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients, soit pour la

commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### **Constats :**

Le jour de l'inspection il a été constaté l'amoncellement sur une surface d'environ 2000 m<sup>2</sup>, d'une grande quantité (hauteur allant de 1 à 3 m environ) de matériaux divers : terre, pierres, sables, graviers, gravats (déchets de chantiers, bitumes,...), ce qui coïncide avec les dires de la plaignante. Ces matériaux ont été régalez afin de former une plateforme.

En l'absence d'un panneau signalant qu'un permis de construire ou d'aménager a été déposé pour ce site, la mairie de la commune de BUSSAC a été contactée. Il apparaît que ce site ne dispose d'aucun document d'urbanisme encadrant l'aménagement en cours. Ce site est donc assimilable à une installation de stockage de déchets inertes, classable sous le régime de l'enregistrement au sein de la rubrique 2760-3 de la nomenclature ICPE.

A noter que le service des installations classées ne dispose d'aucun dossier concernant une installation classée dûment autorisée en exploitation sur ce site.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra soit :

- présenter sous 15 jours les documents d'urbanismes permettant de réglementer la situation de son terrain. A défaut, il présentera sous 15 jours la preuve de dépôt d'un dossier permettant la régularisation de son site auprès des services d'urbanisme compétant. Les documents d'urbanismes réglementant son site devront être transmis au service des installations classées de la DREAL de Périgueux sous 60 jours.
- régulariser la situation administrative de son installation de stockage de déchets inertes. Pour cela il informera le service des installations classées sous 15 jours de son choix :
  - de continuer ses activités de stockage de déchets inertes. Dans ce cas il devra fournir sous 6 mois un dossier d'enregistrement pour la rubrique 2760-3, complet et recevable.
  - de mettre fin à cette activité. Pour cela il devra procéder à la cessation d'activité conformément aux articles R.512-75-1, R.512-46-26 et R.512-46-27 bis du Code de l'Environnement sous 3 mois.

Les délais s'entendent à compter de la notification du présent rapport.

Sans réponse dans les délais susmentionnés, les services de l'inspection se verront contraint de suivre la procédure administrative, à savoir :

- Dans un premier temps, diligenter une nouvelle inspection pouvant conduire à la signature, par Madame la Préfète de Dordogne, d'un arrêté de mise en demeure. En parallèle, un procès-verbal sera transmis au Procureur de la République de Périgueux pour

exploitation illégale d'ICPE soumise à Enregistrement (article L-171-3 du Code de l'Environnement) ;

- Dans un second temps, de proposer à la signature de madame la Préfète un arrêté d'astreinte journalière, au plus égale à 4 500 € par jour, applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction des prescriptions de la mise en demeure à laquelle elle est liée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours